



Les Alpes-Maritimes au XIX^e siècle (1814-1914)



Archives départementales des Alpes-Maritimes 2018

Rédaction des notices

Guillaume Arrivé, responsable de la section de l'action éducative
des Archives départementales des Alpes-Maritimes
Marc Deligios, professeur-relais d'Histoire/géographie
aux Archives départementales des Alpes-Maritimes

Prises de vues, numérisation et infographies :

Jean-François Boué
Michel Graniou
Karine Valensi
Yannick Vanacker

Sauf mention contraire, l'ensemble des documents présentés proviennent
des fonds des Archives départementales.

Sous la direction d'Anne Jolly, directrice-adjointe des Archives départementales des Alpes-Maritimes.

I. Les destins parallèles du comté de Nice et du pays de Grasse (1814-1860)

1814 : Le comté de Nice restitué au royaume de Piémont-Sardaigne

Napoléon I^{er} abdique en avril 1814. La France vaincue revient à ses frontières de 1792. Le comté de Nice, conquis pour partie à cette date par la République française, réintègre le royaume de



Carte chorographique de la division de Nice, vers 1814. Arch. dép. Alpes-Maritimes, 1 F1 62/2.



Portrait du roi Victor Emmanuel I^{er}, Ville de Nice, Musée Mazzotta. Photographie M. Gracis.

Piémont-Sardaigne. Le fleuve Var sépare à nouveau les deux royaumes.

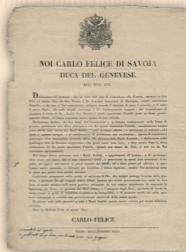
Victor-Emmanuel I^{er} (1802-1821) retrouve l'intégralité des possessions de la maison de Savoie, auxquelles s'ajoute

l'ancienne République de Gênes. Il restaure les institutions antérieures à l'annexion française. Surpris par un mouvement révolutionnaire en Piémont en mars 1821, qui revendique l'instauration d'un régime constitutionnel,

il abdique et cède la couronne à son frère Charles-Félix (1821-1831). Souverain aux idées réactionnaires, il est cependant accueilli à Nice avec enthousiasme. En 1831, Charles-Albert (1831-1849), issu de la branche des Carignan, lui succède et améliore le fonctionnement des institutions.



Portrait du roi Charles Félix, Ville de Nice, Musée Mazzotta. Photographie M. Gracis.



Déclaration de prise du pouvoir du roi Charles Félix, 15 mars 1821. Arch. dép. Alpes-Maritimes, 5 A11 127.

Dates-repères :

- 1802-1821 : règne de Victor-Emmanuel I^{er}.
- 1821-1831 : règne de Charles-Félix.
- 1831-1849 : règne de Charles-Albert.

CARLO FELICE

TORINO, DALLA STAMPERIA REALE.



I. Les destins parallèles du comté de Nice et du pays de Grasse (1814-1860)

1814 : Le pays de Grasse et la Restauration de la monarchie française

Les Bourbons reviennent sur le trône avec Louis XVIII (1815-1824). Deux positions s'affrontent. La majorité des Français sont attachés aux principes de liberté et d'égalité. Les émigrés, nobles et prêtres, revenus avec les Bourbons, veulent rétablir l'Ancien Régime.

Pour tenter une réconciliation, le roi propose une Charte constitutionnelle, compromis entre tradition et révolution.



Publication de la charte constitutionnelle, Le Moniteur universel 5 juin 1814. Arch. dép. Alpes-Maritimes, 2 X 50.

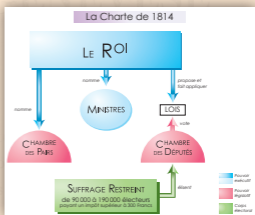
Lorsque Charles X (1824-1830) accède au trône, il renoue avec les traditions

(sacre à Reims, loi rétablissant la peine de mort pour le blasphème). En 1830, Charles X dissout la Chambre des députés, mais il est renversé par l'insurrection parisienne des 27, 28 et 29 juillet (les Trois Glorieuses).

Le duc d'Orléans est proclamé roi des Français sous le nom de Louis-Philippe I^{er} : c'est la monarchie constitutionnelle de Juillet, dominée par la bourgeoisie.



Présentation de serments à la monarchie de Juillet, 1830. Arch. dép. Alpes-Maritimes, 6 A11 25.



Infographie Karine Valentin

Dates-repères :

- 6 avril 1814 : abdication de Napoléon I^{er}.
- Mars à juin 1815 : les Cent-Jours : bref retour de Napoléon et rétablissement de l'Empire.
- 18 juin 1815 : défaite de Waterloo.
- 1815-1824 : règne de Louis XVIII.
- 1825-1830 : règne de Charles X.
- 1830 : expédition d'Alger.
- 1830-1848 : monarchie de Juillet : Louis-Philippe I^{er}, roi des Français.

I. Les destins parallèles du comté de Nice et du pays de Grasse (1814-1860)

1848 : *Statuto*, Risorgimento

Au printemps 1848, l'ordre mis en place en 1815 est ébranlé par une vague libérale et nationale en Italie, en France, en Autriche et en Allemagne.

En Italie, le mouvement révolutionnaire ébranle la plus grande partie de la péninsule. Le *Risorgimento* (« Renaissance »), nom donné au mouvement national italien depuis le début du XIX^e siècle, a pour but de parvenir à l'unité et à l'indépendance italienne. À Turin, la pression populaire contraint le roi de Piémont-Sardaigne Charles-Albert à accepter en

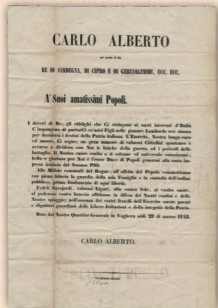
1848 un régime constitutionnel, grâce à l'octroi du *Statuto*. Le roi reste le chef suprême de l'État et exerce le pouvoir

exécutif à travers les ministres qu'il nomme. Le souverain s'efforce toutefois de faire en sorte que son gouvernement ait la confiance du Parlement. Le *statuto albertin* reconnaît également les libertés de la presse et de la réunion. À la même date, Charles-Albert prend la direction de la guerre contre l'Autriche, mais son armée est défaite à Custoza.

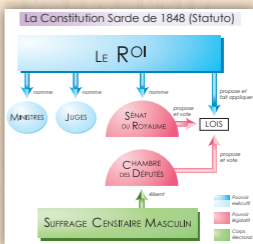
Battu de nouveau à Novara en mars 1849, il abdique en faveur de son fils et s'exile au Portugal.



Constitution ou Statuto du royaume accordée par le roi Charles-Albert le 4 février 1848. Arch. (dép. Alpes-Maritimes, 5 AR 207).



Appel du roi Charles-Albert au patriote, 20 mars 1848. Arch. (dép. Alpes-Maritimes, 5 AR 272).



Infographie Karine Volant.



Portrait du roi Charles-Albert, Ville de Nice, Musée Massimo. Photographie M. Gansou.

Dates-repères :

- 4 mars 1848 : proclamation du *Statuto*.
- 25 juillet 1848 : défaite de Custoza.
- 23 mars 1849 : défaite de Novara et abdication de Charles-Albert.

I. Les destins parallèles du comté de Nice et du pays de Grasse (1814-1860)

1848 : Les Trois Glorieuses et l'avènement de la II^e République

En France, la crise économique et le conservatisme du chef du gouvernement Guizot provoquent la révolution de 1848. Le roi abdique ; un gouvernement provisoire proclame la République et adopte une série de mesures :



Proclamation de la République en France, le 26 février 1848, Le Moniteur universel, 27 février 1848. Arch. dép. Alpes-Maritimes, 2 K 121

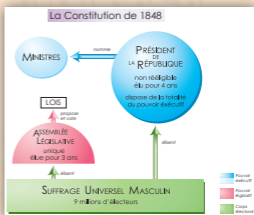


Abolition de l'esclavage, Le Moniteur universel, 2 mai 1848. Arch. dép. Alpes-Maritimes, 2 K 122

abolition de la peine de mort pour raison politiques, droit au travail, abolition de l'esclavage dans les colonies. La région grasseoise est acquise à la République avec les élections à la députation à Vence de Marcelin Maurel, avocat siégeant à droite, et à Grasse du médecin Fortuné Maure, républicain modéré proche d'Adolphe Thiers.

Les républicains sont divisés entre modérés et socialistes. En juin 1848, le gouvernement fait fermer les ateliers nationaux, créés en février 1848 pour fournir du travail aux chômeurs.

Une insurrection ouvrière éclate alors à Paris et est réprimée dans le sang par le général Cavaignac. C'est la fin de l'espoir d'une République sociale et fraternelle.



Infographie Karine Valenti.



Portrait du docteur Maurel, républicain grasseois, vers 1890. Arch. dép. Alpes-Maritimes, 60 FI 2298.

Dates-repères :

- 22 au 24 février 1848 : insurrection parisienne et chute de la Monarchie de Juillet.
- 24 février 1848 : proclamation de la République.
- 23 au 25 juin 1848 : Journées de Juin (5 000 morts, 25 000 arrestations).



I. Les destins parallèles du comté de Nice et du pays de Grasse (1814-1860)

1849-1860 : Victor-Emmanuel II, dernier souverain sarde du comté de Nice

Dès son accession au pouvoir en 1849, Victor-Emmanuel II, avec son ministre Cavour, entend de moderniser ses États en diminuant l'influence de l'Église et en adoptant une politique économique libérale : il supprime le port franc à Nice et les franchises douanières faisant obstacle au libre échange. Dans le même temps, il poursuit l'unification italienne. Pour vaincre l'Autriche et conquérir le Milanais et la Vénétie, il s'assure



Infographie Karine Valenti

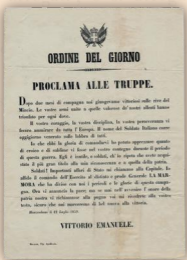
le concours de la France lors de l'entrevue secrète de Plombières, moyennant la cession du duché de Savoie et du comté de Nice. Au printemps 1859, les troupes franco-sardes battent les Autrichiens à Magenta et à Solferino et conquièrent le Milanais. Le Niçois Giuseppe Garibaldi s'illustre dans les combats. Les conditions sont réunies pour que le comté de Nice devienne français.



Portrait de Giuseppe Garibaldi par A. Colletta, 1845. Arch. dép. Alpes-Maritimes, S AF 213.



Appel au patriottisme adressé au peuple de Nice, 1849. Arch. dép. Alpes-Maritimes, S AF 207.



Proclamation du roi Victor-Emmanuel II à ses troupes, 12 juillet 1859. Arch. dép. Alpes-Maritimes, S AF 254.

Dates-repères :

- 1849-1878 : règne de Victor-Emmanuel II.
- Juillet 1858 : accord secret entre la France et le royaume de Sardaigne.
- 4 juin 1859 : bataille de Magenta.
- 24 juin 1859 : bataille de Solferino.
- Mai 1860 : expédition de Garibaldi en Sicile puis conquête du Sud et du centre de l'Italie par l'armée sarde.
- 27 avril 1861 : Victor-Emmanuel II est proclamé roi d'Italie.



CARLO FELICE
TORINO, DALLA STAMPERIA REALE.

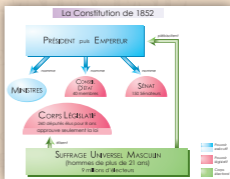
I. Les destins parallèles du comté de Nice et du pays de Grasse (1814-1860)

1848-1860 : De la II^e République au Second Empire

En France, après les journées de juin 1848, le « Parti de l'ordre », devenu majoritaire, soutient la candidature de Louis-Napoléon Bonaparte, neveu de Napoléon I^{er}, à l'élection présidentielle de décembre 1848.

Le 2 décembre 1851, avec l'appui des députés les plus conservateurs, Louis-Napoléon Bonaparte organise un coup d'état : l'Assemblée est dissoute et l'état de siège proclamé. La province résiste. En Provence, les insurgés sont écrasés par l'armée. Dans l'arrondissement de Grasse, 23 meneurs républicains sont internés ou déportés en Algérie.

Les 21 et 22 décembre 1851, Louis-Napoléon Bonaparte est plébiscité. Le 14 janvier 1852, il se voit confier pour dix ans la totalité du pouvoir exécutif. Grâce à un second plébiscite, le Second Empire est proclamé le 2 décembre 1852, Napoléon III devient empereur des Français. Le nouveau pouvoir est autoritaire mais rétablit le suffrage universel, masculin.



Infographie Karine Valentin



Appel à voter « oui » à la nouvelle Constitution de Louis-Napoléon Bonaparte, décembre 1851. Arch. dép. Alpes-Maritimes, 6 AP 37.



L'empereur Napoléon III. Ville de Nice, Musée Massimiliano. Photographie M. Gratos.



La proclamation de l'Empire, L'Illustration, 4 décembre 1852. Arch. dép. Alpes-Maritimes, 70 1027.

Dates-repères :

- Décembre 1848 : Louis-Napoléon Bonaparte est élu Président de la République.
- 2 décembre 1851 : coup d'État de Louis-Napoléon Bonaparte.
- 2 décembre 1852 : proclamation du Second Empire.

II. Le destin commun (1860-1914)

1860-1870 : Les Alpes-Maritimes sous le Second Empire

Une consultation des Niçois est organisée en avril 1860 conformément à une clause du traité de Turin (24 mars 1860) pour la cession du duché de Savoie et de la province de Nice. Une écrasante majorité se prononce en faveur de l'annexion. Le traité est entériné par le Parlement de Sardaigne le 25 mai

et les autorités françaises prennent possession des lieux le 14 juin. Près de 3 000 Niçois quittent alors Nice pour s'installer en Italie, préférant conserver la nationalité sarde. Le tracé de la frontière avec le nouveau royaume d'Italie, proclamé le 17 mars 1861, abandonne à ce dernier Tende, La Brigue et une partie du territoire des communes d'Isola, de Saint-Sauveur, de Rimplas, de Valdeblore, de Saint-Martin-Vésubie et de Belvédère.



Article hostile à la réunion du duché de Nice à la France, *Il Nizzardo*, 7 mars 1860. Arch. dép. Alpes-Maritimes, 19 509.



Les conseillers généraux des Alpes-Maritimes lors de la session d'avril 1864. Arch. dép. Alpes-Maritimes, 8 F1 25. Photographie Charles Nègre.

Le département des Alpes-Maritimes, créé le 23 juin 1860, comprend l'ancienne province de Nice et l'arrondissement de Grasse. Constitué de trois arrondissements (Nice, Puget-Théniers et Grasse), Nice en est le chef-lieu. Dans les anciens territoires sardes, l'annexion est suivie par une période de tension politique provoquée par l'agitation de Garibaldi et de ses partisans.

Le 2 février 1861, le prince de Monaco abandonne contre quatre millions de francs ses droits sur les communes de Menton et Roquebrune, après l'organisation en avril 1860 d'un plébiscite qui s'avère favorable au rattachement à la France.

Dates-repères :

- 24 mars 1860 : Traité de Turin.
- 14 juin 1860 : annexion de la Province de Nice et de la Savoie.



Adresse du roi Victor Emmanuel II aux Niçois, 17 avril 1860. Arch. dép. Alpes-Maritimes, 5 AF 254.



Les électeurs niçois en rendant au bureau de vote. L'illustration, 21 avril 1860. Arch. dép. Alpes-Maritimes, 19 1027.

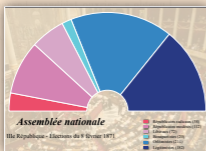


II. Le destin commun (1860-1914)

1870-1875 : Du Second Empire à la III^e République

Après la défaite de Sedan face aux Prussiens le 1^{er} septembre 1870, le Second Empire s'effondre et la République est proclamée le 4 septembre.

Le gouvernement de défense nationale ne parvient pas à rétablir la situation militaire. La capitale est assiégée par les Prussiens. L'Assemblée constituante élue en février 1871,



favorable à la paix, désigne Adolphe Thiers comme « chef du pouvoir exécutif de la République française ».

Ce dernier signe, le 10 mai 1871, le traité de Francfort : la France perd l'Alsace et le nord de la Lorraine.

Les Parisiens considèrent la capitulation comme une trahison, au vu des souffrances endurées pendant le siège.

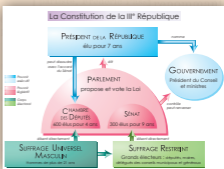
Une insurrection éclate dans la capitale le 18 mars : c'est la Commune de Paris. Le gouvernement se retire à Versailles et réprime d'autres Communes en province. Du 21 au 28 mai, les « Versaillais » donnent l'assaut contre les Communards



Exécution des insurgés de la Commune. L'illustration, 1870. Arch. dép. Alpes-Maritimes, Pr 1027.

de la capitale : c'est la « semaine sanglante ».

La jeune République reste menacée par une possible restauration monarchique, d'autant plus que le maréchal de Mac-Mahon, élu président en 1873, y est favorable. Cependant, en 1875, les lois constitutionnelles donnent naissance à la III^e République.



Proclamation de la République. L'illustration, 1870. Arch. dép. Alpes-Maritimes, Pr 1027.

Dates-repères :

- 4 septembre 1870 : proclamation de la République.
- 18 mars au 28 mai 1871 : Commune de Paris.
- 21 au 28 mai 1871 : la « semaine sanglante » (20 000 exécutions sommaires).
- Mai 1871 : perte de l'Alsace et du nord de la Lorraine.
- Mai 1873 : Mac Mahon, Président de la République pour sept ans.
- De janvier à juillet 1875 : lois constitutionnelles.
- 30 janvier 1879 : démission de Mac Mahon.

II. Le destin commun (1860-1914)

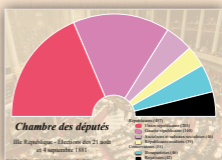
1875-1914 : La République enracinée

De 1879 à 1886, les Républicains font voter une série de lois pour assurer les grandes libertés et asseoir la République : liberté de réunion et de presse en 1881, autorisation des syndicats en 1884, lois scolaires de 1881,

1882 et 1886. Au début du XX^e siècle, après plusieurs crises, la République s'enracine dans les esprits. La bourgeoisie lui apporte un soutien constant. Le monde paysan, catégorie sociale la plus nombreuse, est imprégné des valeurs républicaines, grâce à l'enseignement primaire.



« Vive la République », Le Petit Nicois, 22 août 1881. Arch. dép. Alpes-Maritimes, P1 1040.



La Chambre des députés en septembre 1881. Infographie J.-F. Scudé.



Gravures représentant les députés des Alpes-Maritimes, Le Petit Nicois, 3 mars 1886. Arch. dép. Alpes-Maritimes, P1 1040.

Dans les Alpes-Maritimes, les radicaux sont installés dans le pays de Grasse tandis que l'ancien comté de Nice reste modéré. La faible influence des partis est contrebalancée par celle des personnalités. L'avocat Alfred Borriglione ancre définitivement l'arrondissement de Nice à la République française. Député, conseiller général et maire de Nice jusqu'en 1886, il domine alors la vie politique du département.

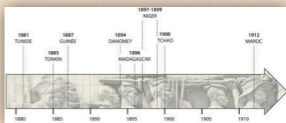


Visite du Président Armand Fallières dans les Alpes-Maritimes, 25 août 1909. Arch. dép. Alpes-Maritimes, 2 F1 6027. Photographie Louis Novello.

II. Le destin commun (1860-1914)

La conquête de l'empire colonial

La République enracinée est aussi une République conquérante en Afrique et en Asie : de 1880 à 1914, la III^e République continue d'agrandir le second empire colonial français constitué entre 1830 et 1870, rassemblant par la force de vastes territoires en Afrique noire, en Afrique du Nord (Tunisie et Maroc), dans l'océan indien (Madagascar) et en Indochine (Annam et Tonkin). À la suite



Chronologie simplifiée de la constitution de l'Empire colonial français. Infographie J.-F. Bouët



Expédition de Madagascar. Le Petit journal, 2 juin 1905. Arch. dép. Alpes-Maritimes, Pr 666.

de la conquête de la Tunisie en 1881, Jules Ferry pose en 1885 les fondements de cette politique lors d'un discours à l'Assemblée nationale. La politique expansionniste de la République permet de constituer, à la veille de 1914, un empire comptant dix millions de kilomètres carrés, soit près de 20 fois le territoire de la France métropolitaine. Le commandant Lamy, né à Mougins, s'illustre dans la conquête du Tchad et est mortellement blessé le 22 avril 1900 lors de la bataille de Kousséri.



Discours de Jules Ferry à la Chambre des députés sur la politique coloniale, 28 juillet 1885.



Annnonce de la mort du commandant Lamy, l'illustre, 4 août 1900. Arch. dép. Alpes-Maritimes, Pr 1037.

II. Le destin commun (1860-1914)

La République à l'épreuve du nationalisme

Au milieu des années 1880, un fort mécontentement social, lié aux difficultés économiques, et l'instabilité ministérielle, due à des majorités parlementaires étroites, entraînent le développement de l'antiparlementarisme.



Article hostile au boulangisme. Le Petit Nîmois, 16 janvier 1888. Arch. dép. Alpes-Maritimes, P1 1046.

Le général Boulanger parvient à capter ces aspirations, notamment dans les Alpes-Maritimes où ses partisans sont nombreux. Élu député à Paris en janvier 1889, il hésite à tenter un coup d'État. Menacé d'être traduit en Haute Cour de justice pour atteinte à la sûreté de l'État, Boulanger s'enfuit en Belgique en 1889.

En 1892, le scandale de Panama éclate : le soutien de ministres, de journalistes et de députés est acheté par la Compagnie du canal de Panama afin d'obtenir une autorisation d'emprunt en faveur de la compagnie.



« Tous vont décamper » journal boulangiste, 1888. Arch. dép. Alpes-Maritimes, 4 M 486.



Les accusés du procès du scandale de Panama. L'Illustration, 8 mars 1893. Arch. dép. Alpes-Maritimes, P1 1027.



« Manuel du Bon citoyen », brochure nationaliste. Arch. dép. Alpes-Maritimes, 4 M 105.

Dates-repères :

- 30 mai 1887 : éviction du général Boulanger du gouvernement.
- 27 janvier 1889 : le général Boulanger est élu à Paris lors d'une élection législative partielle.
- 1^{er} avril 1889 : fuite de Boulanger en Belgique. Il y meurt en septembre 1891.
- Septembre-octobre 1889 : élections législatives, effondrement du boulangisme.
- 1892 : scandale de Panama.



II. Le destin commun (1860-1914)

L'affaire Dreyfus

En 1894, l'affaire Dreyfus suscite la polémique. Le capitaine Alfred Dreyfus, de confession juive, est accusé d'avoir livré des secrets militaires français à l'Allemagne ; il est condamné pour haute trahison à la dégradation et à la déportation à vie.



« J'accuse », lettre ouverte d'Émile Zola au Président de la République
L'Aurore, 13 janvier 1898.



Portrait de Zola, Le Petit Niquet, 7 février 1898.
Arch. dép. Alpes-Maritimes, Pt 1040.

Les dreyfusards demandent la révision du procès au nom de la justice ; les antidreyfusards, souvent antisémites, estiment que ce serait remettre en cause l'honneur de l'armée et affaiblir la patrie.

Un nouveau procès, ouvert à Rennes en 1899, le déclare à nouveau coupable. Gracié quelques semaines plus tard, le capitaine Dreyfus n'est réhabilité qu'en 1906. Dans les années 1900, la Ligue des patriotes de Déroulède, courant nationaliste antiparlementaire, antisémite et anti-franc-maçon puissant, s'impose à l'extrême-droite de l'échiquier politique. Ce mouvement est très influent à Nice.



« Le Trafic », Le Petit Journal, 13 janvier 1895.
Arch. dép. Alpes-Maritimes, Pt 505.



Débat du procès d'Émile Zola, Le Petit Niquet, 23 février 1898.
Arch. dép. Alpes-Maritimes, Pt 1040.

Dates-repères :

- Septembre 1894 : début de l'affaire Dreyfus.
- Décembre 1894 : Dreyfus est condamné à la déportation.
- 13 janvier 1898 : Émile Zola publie dans *L'Aurore* une lettre ouverte au Président de la République, « J'accuse », texte en faveur de Dreyfus.
- 23 février 1899 : tentative de coup d'État de Paul Déroulède.
- 3 juin 1899 : la condamnation d'Alfred Dreyfus est cassée.
- Août-septembre 1899 : second procès d'Alfred Dreyfus ; il est condamné puis gracié.

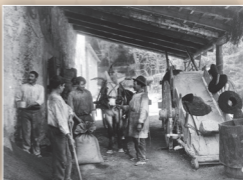
III. Les transformations à l'œuvre

Population et société

Pendant la première moitié du XIX^e siècle, la population est essentiellement rurale, vivant de l'agriculture. Sa croissance est lente. Le nombre d'illettrés reste considérable. La mortalité infantile est extrêmement forte.



Potiers à Vallauris, vers 1900. Arch. dip. Alpes-Maritimes, 2 F1 7026.



Payans devant un moulin à huile, vers 1900. Arch. dip. Alpes-Maritimes, 10 F1 1646. Photographie Belloni.

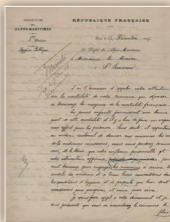
Après 1860, les Alpes-Maritimes connaissent un essor démographique sans précédent, favorisé par une immigration étrangère forte. la population passe

de 194 000 habitants en 1872 à plus de 350 000 en 1911.

Le recensement de 1911 montre que la majorité de la population est concentrée sur la côte et essentiellement à Nice. L'arrière-pays commence à se dépeupler au profit du littoral.

L'hygiène publique ne s'améliore que lentement. Il faut attendre le début du XX^e siècle pour en voir les effets : captage de rivières, mise au point du traitement de l'eau par l'ozone et tout-à-l'égout.

Les progrès de la médecine s'accompagnent de la modernisation des infrastructures hospitalières avec la construction, à Nice, de l'hôpital Lenval et de l'hôpital Pasteur.



Lettre d'un père au maire de Saint-Sauveur sur Toulon sur la mortalité infantile, 17 décembre 1907. Arch. dip. Alpes-Maritimes, 5 M 153.



Ouvriers remplissant des boueux sur le port de Nice, vers 1900. Arch. dip. Alpes-Maritimes, 10 F1 4094.



III. Les transformations à l'œuvre

Les espaces agricoles et forestiers transformés

L'agriculture traditionnelle décline : rendements médiocres, faible usage des engrais chimiques.

Les paysans quittent leurs terres dans l'espoir de revenus plus importants sur la côte. L'olivier se maintient grâce aux exportations d'huile. L'élevage est essentiellement ovin et caprin.



La cueillette des tubéreuses à Grasse, vers 1900.
Arch. dép. Alpes-Maritimes, 65 F1 302. Photographes Jean-Luc.

Les dégradations dues aux chèvres ainsi que l'exploitation du bois accélèrent la déforestation du département. En 1878, seul un cinquième des Alpes-Maritimes reste boisé. Des

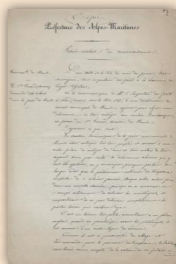
Produit	Quantité	Valeur
Froment	100000	10000
Blé	20000	2000
Orge	10000	1000
Avoine	50000	5000
Maïs	10000	1000
Haricots	10000	1000
Lentilles	10000	1000
Fèves	10000	1000
Châtaignes	10000	1000
Amis de terre	10000	1000
Carottes	10000	1000
Choux	10000	1000
Salades	10000	1000
Herbes	10000	1000
Arbres fruitiers	10000	1000
Arbres à bois	10000	1000
Arbres à résine	10000	1000
Arbres à tannin	10000	1000
Arbres à huile	10000	1000
Arbres à gomme	10000	1000
Arbres à latex	10000	1000
Arbres à résine	10000	1000
Arbres à tannin	10000	1000
Arbres à huile	10000	1000
Arbres à gomme	10000	1000
Arbres à latex	10000	1000

Productions agricoles du comté de Nice en 1822. Arch. dép. Alpes-Maritimes, 1 F5 441.

travaux de reboisement et de restauration des terrains en montagne menés après le vote de la loi de 1882 permettent seulement en 1914 de reboiser 15 000 hectares.

Sur le littoral, les productions traditionnelles sont supplantées par

des cultures modernes, sources de meilleurs revenus. L'horticulture se développe et voit une extension des surfaces cultivées. Le tonnage de fleurs expédiées ne cesse d'augmenter entre 1880 et 1914 (11 000 tonnes en 1914 pour les départements du Var et des Alpes-Maritimes réunis).



Demande de coupes d'arbres dans la Vallée de Suze, 26 février 1886.
Arch. dép. Alpes-Maritimes, 153 F1 1102.

L'essor de l'industrie de la parfumerie favorise la culture des plantes à parfum dans la région grasseoise. La profession agricole se modernise : en témoigne la création de centres de recherches agronomiques et d'une école d'agriculture (Antibes).



Publicité pour l'huile d'olive et l'eau de fleurs d'orangers de Nice, 1900. Arch. dép. Alpes-Maritimes, 6 F1 2295.



III. Les transformations à l'œuvre

L'expansion des villes

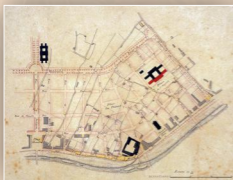
Dès 1820, Nice s'étend au-delà du Paillon. Les autorités locales dressent un plan régulateur, pour définir les orientations de la ville. En 1832, une commission est mise en place pour veiller au respect de ce projet : le *Consiglio d'Ornato* ou Conseil d'Ornement. Ce dernier approuve les projets des bâtiments, veille à la conservation et à l'amélioration des rues, places et monuments publics, assure



Cavemur de la Gare à Nice en 1897.
Arch. dép. Alpes-Maritimes, 27 F1. Photographie A. de Chabvet.

l'actualisation du plan régulateur. Entre 1870 et le début du XX^e siècle, des quartiers s'urbanisent. Cannes et Menton connaissent également une croissance rapide et sont transformées par la création de boulevards et de promenades.

Les quartiers ruraux cèdent la place à des villas, des immeubles ou des hôtels. La naissance de villes comme la station touristique de Juan-les-Pins est favorisée par la spéculation, engagée par des sociétés immobilières soutenues par des banques.



Plan d'aménagement de la rive droite du Paillon à Nice, 1832.
Arch. dép. Alpes-Maritimes, 1 F1 183.



Vues de Nice en 1948 et en 1920. Arch. dép. Alpes-Maritimes, 2 F1 47 et 11 F1 206.
Dessin de A. Galidon et photographie Jean Lucarelli.



Plan de lotissement à Juan-les-Pins, vers 1900. Arch. dép. Alpes-Maritimes, B J 47.

III. Les transformations à l'œuvre

De nouvelles architectures

Au début du siècle les constructions à Nice sont de style néo-classique. À partir de 1850, des architectures nouvelles apparaissent, caractérisées par l'originalité, la grandeur des édifices et la surcharge décorative des façades.

Les palaces s'implantent le long de la mer ou sur les collines : le Régina (1897) et le Negresco (1912) à Nice, le Carlton (1911) à Cannes.



La Jetée-Promenade vers 1900. Arch. dip. Alpes-Maritimes, 10 F1 1633. Photographie Jean Giella.

Les lieux de divertissement se multiplient : à Nice le casino de la Jetée-Promenade (1882) et le casino municipal (1884), à Cannes le Casino des Fleurs (1888). L'usage du fer dans la construction s'impose au XIX^e siècle en permettant des réalisations exigeant des portées considérables. Ainsi naissent



Immeuble de rapport, boulevard Joseph-Garnier, construit en 1906. Arch. dip. Alpes-Maritimes, 3 U 1/1198.

gares, marchés, grands magasins, salles de spectacles. Dans les dernière années du siècle s'épanouit le *Modern style*, l'« Art nouveau », qui cherche son inspiration dans les formes de la nature.



Casino Municipal, vers 1900. Arch. dip. Alpes-Maritimes, 10 F1 1632. Photographie Jean Giella.



Hôtel Régina à Nice construit en 1897, affiche publicitaire. Arch. dip. Alpes-Maritimes, 49 F1 09.

III. Les transformations à l'œuvre

La modernisation des infrastructures

Au début du XIX^e siècle, les routes carrossables sont rares et la circulation se fait par des chemins muletiers.

Les communications difficiles entre l'arrondissement de Grasse et la province de Nice freinent le développement de l'économie. À partir de 1840, le gouvernement sarde mène une politique de désenclavement des vallées :

édification d'une route le long du Var, construction de routes menant vers le Haut-Pays en 1853.

À la fin du XIX^e siècle,

les vallées disposent toutes de routes carrossables permettant de rejoindre Nice. Le long du littoral, on construit une route qui atteint Villefranche en 1862, Beaulieu en 1866, la principauté de Monaco en 1883, Cap Martin en 1884 où elle fait sa jonction avec la Grande Corniche.

Concédé à la société Paris-Lyon-Méditerranée, le chemin de fer relie Toulon à Nice en 1864 ainsi que Monaco et Menton en 1868 et 1869.



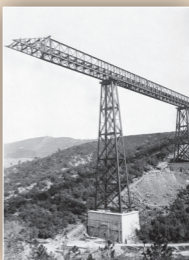
Train de marchandises près des hauteurs du quartier des Baumettes, Nice, 1896. Arch. dép. Alpes-Maritimes, 10 FI 4406.



La gare du Sud en 1867. Arch. dép. Alpes-Maritimes, 27 FI 26. Photographie A. de Chabot.



Excursion automobile à Thonon, vers 1900. Arch. dép. Alpes-Maritimes, 60 FI 875. Photographie Jean-Luc.



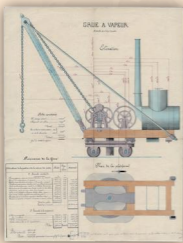
Construction du pont métallique ferroviaire sur la Sagne (Signe-Nice-Draguignan), 1890. Arch. dép. Alpes-Maritimes, 60 FI 1635. Photographie Jean-Luc.

III. Les transformations à l'œuvre

Les progrès de l'industrialisation

En l'absence de ressources énergétiques ou minières importantes, l'industrie lourde se développe peu dans le département. À partir de 1860, l'industrie se modernise en utilisant des machines à vapeur dont le nombre progresse lentement dans le département. La seule activité industrielle notable est la parfumerie grasse, stimulée par les progrès techniques de la fin du XIX^e siècle (extraction des parfums

avec des solvants volatils selon un procédé mis en usage dans les usines Chiris). Le reste du secteur secondaire est constitué par des fabriques de produits alimentaires, des ateliers de réparations mécaniques, des huileries et des savonneries, des minoteries, des ateliers de confection et d'habillement, des fabriques de poteries et une manufacture de tabacs implantée à Nice.



Grue à vapeur utilisée vers 1860 sur le chantier de ferrage du Var.
Arch. dép. Alpes-Maritimes, 3 5 56.

Tableau intitulé "État des industries du département des Alpes-Maritimes en 1883". Le tableau est divisé en plusieurs colonnes : Industrie, Nombre d'ouvriers, Valeur des produits, etc. Les industries listées incluent la fabrication de sucre, la fabrication de produits chimiques, la fabrication de produits alimentaires, etc.

État des industries du département des Alpes-Maritimes en 1883.
Arch. dép. Alpes-Maritimes, 10 M 2.



Affiche de l'exposition internationale de Nice, 1884. Arch. dép. Alpes-Maritimes, 5 F1 175. Dessin J. Harzheimann.



Étiquettes du parfumeur grasse Bruno Court, 1870.
Arch. dép. Alpes-Maritimes, 1 B 1 22.

III. Les transformations à l'œuvre

Le monde du travail

Dès la création du département, en 1860, les Italiens affluent en nombre de Ligurie et du Piémont, attirés par la prospérité économique et les grands travaux qui leur procurent des emplois. Ils constituent l'essentiel de la main-d'œuvre dans le bâtiment, les travaux publics, l'hôtellerie, l'agriculture... Les paysans du haut-pays cherchent à gagner une vie meilleure.



Ouvriers à Nice en 1865. Arch. dép. Alpes-Maritimes, 8 F1 8. Photographie C. Nègre



Enfants au travail dans une parfumerie grasse, vers 1880. Arch. dép. Alpes-Maritimes, 10 F1 1413. Photographie Buisson

Le monde ouvrier est étroitement contrôlé par l'obligation de détenir un livret. Dans la réalité, les conditions de travail ne connaissent pas d'amélioration véritable avant les années 1890. Le travail des enfants reste possible et ils sont nombreux à travailler dès l'âge de dix ans dans les parfumeries, les verreries, les moulins... Sous le Second Empire, Napoléon III s'intéresse à la question

ouvrière et tente d'améliorer les conditions de vie et de travail par des mesures en faveur du logement et du développement de sociétés de secours mutuel. En 1864, le droit de grève est légalisé avec des restrictions.



Déchargement d'un bateau à vapeur à Nice, 1881. Arch. dép. Alpes-Maritimes, 10 F1 4502



Règlement intérieur des entreprises navales de fornicelle, 1866. Arch. dép. Alpes-Maritimes, 10 M 42

III. Les transformations à l'œuvre

Le tourisme, moteur de la croissance

Les Alpes-Maritimes doivent leur prospérité au tourisme, né au XVIII^e siècle, qui se développe après l'annexion de Nice à la France. L'activité touristique dure la saison d'hiver.

Outre les Français, la majeure partie des hivernants sont d'origine nordique : Anglais, Allemands, Russes, Scandinaves, mais aussi Américains. Les visiteurs les plus illustres appartiennent aux familles



Publicité pour le Cecil Hotel, 1900. Arch. dép. Alpes-Maritimes, 0 FI 2141. Affiche de Coulange-Lautrec.

régnantes de l'Europe : la reine Victoria, le tsar et la tsarine de Russie, l'empereur d'Autriche-Hongrie, les rois de Suède, de Bavière, du Wurtemberg, la reine du Portugal, l'empereur du Brésil, le roi des Belges et, dans leur sillage, de nombreux aristocrates. Les étrangers louent ou font construire des villas qui leur permettent de mener une vie mondaine.

En 1887, Stéphane Liégeois donne le nom de « Côte d'Azur » au littoral des Alpes-Maritimes et

du Var. Dans les années qui suivent, une relative démocratisation de la clientèle s'amorce : la bourgeoisie l'emporte désormais sur l'aristocratie. C'est le règne de l'hôtellerie de luxe.



Scène de jeu au casino de Monte-Carlo, vers 1900. Arch. dép. Alpes-Maritimes, 2 FI 2216.



« Hiver à Nice », affiche publicitaire P.L.M. Arch. dép. Alpes-Maritimes, 45 FI 22. Affiche de F. Hugo d'Alès.



Thorenc, station touristique du Moyen Pays. Arch. dép. Alpes-Maritimes, 60 FI 031. Photographie Jean-Luc.

